

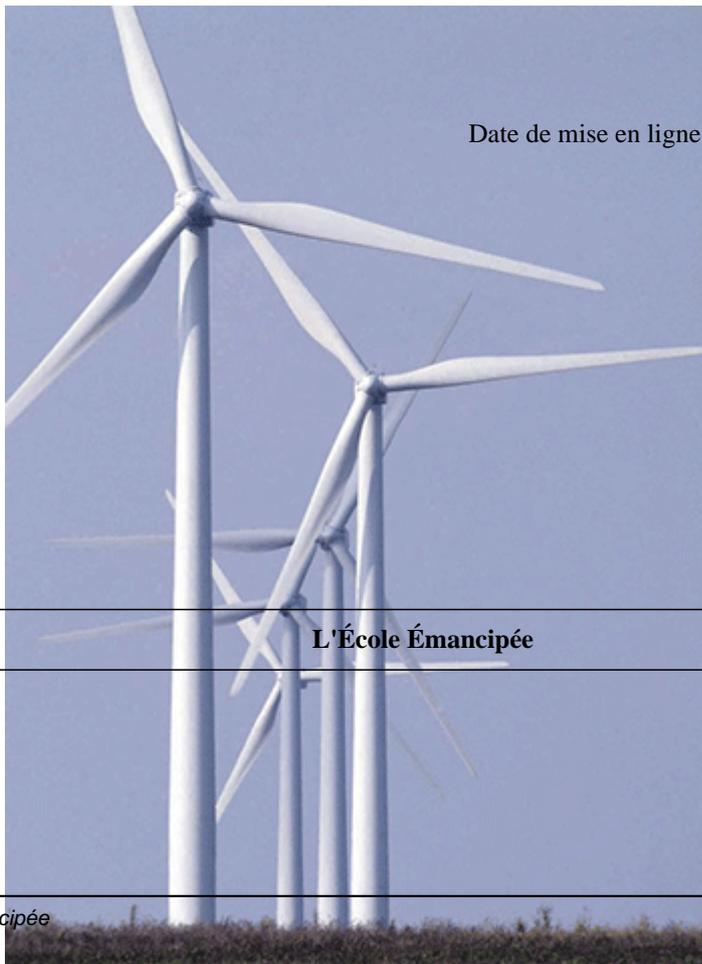
Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1217>

Contre les politiques d'austérité, imposer la transition écologique

- Société -

Date de mise en ligne : vendredi 14 septembre 2012



L'École Émancipée

Les phénomènes observés cet été montrent l'urgence écologique. Urgence à laquelle les chefs d'Etat réunis à Rio ont été incapables de répondre faute de rompre avec les logiques libérales à l'origine des crises sociales, économiques et écologiques dans lesquelles le monde s'engouffre.

L'été 2012 fut celui de tous les records. Loin des caméras braquées sur les Jeux Olympiques, plus de 97 % de la calotte glaciaire du Groenland a fondu alors que la banquise arctique n'a jamais été aussi mince et que les Etats-Unis ont connu l'été le plus chaud de l'histoire. Autant de symptômes des graves dérèglements climatiques actuellement à l'oeuvre auxquels il faudrait ajouter la montée du niveau des océans, la modification des saisons des pluies, la recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes, etc. Les effets de ces dérèglements climatiques sont d'autant plus dramatiques lorsqu'ils s'abattent sur les populations les plus démunies de la planète. Ainsi, on ne compte plus les sécheresses et inondations d'ampleur régionale, notamment en Asie, qui vont réduire drastiquement la production de céréales et susciter une nouvelle crise alimentaire mondiale renforcée par la spéculation financière sur les denrées agricoles.

L'impasse libérale

Nous pourrions presque oublier que l'été avait pourtant débuté avec Rio+20. Incapables de tirer le bilan des échecs de vingt ans de négociations internationales et du caractère insoutenable des politiques économiques menées depuis lors, les chefs d'Etat font appel aux recettes néolibérales et prédatrices pour résoudre des crises écologique, sociale et économique qu'elles ont pourtant créées. Idem au sein des institutions financières internationales ou au sein de l'Union Européenne.

Face à cette inertie générale, les mouvements n'ont pas trouvé les clefs pour inverser la tendance. Pourtant ce ne sont pas les mobilisations qui manquent. Contre leur « économie verte » et pour changer de système, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Rio. Contre les projets d'extraction des ressources minières, énergétiques ou agricoles, partout, et notamment dans le Sud, les populations résistent. Indignados, Occupy Wall Street, etc. renouvellent les mouvements de résistance aux politiques d'austérité. Auxquels il faut ajouter les révolutions arabes, la résistance du peuple grec ou encore les mouvements étudiants chiliens et québécois.

Mais les alternatives restent à construire

Néanmoins, si les politiques d'austérité se traduisent bien souvent par plus de privatisation des biens communs, plus d'extraction de ressources, plus de grands projets inutiles et de dévastation des territoires, il n'est pas aisé de construire une réponse adéquate face à cette nouvelle offensive néolibérale qui soit en même temps respectueuse des grandes exigences écologiques. C'est à ce vaste chantier que nous devons nous atteler avec détermination. En France, une partie du débat devrait se cristalliser autour de la transition énergétique. Mettre fin aux projets d'exploration et d'extraction de nouvelles ressources énergétiques fossiles, comme les gaz et pétrole de schiste, est donc essentiel pour desserrer l'étau et dessaisir les multinationales de leur pouvoir en la matière. Il s'agit de se réapproprier notre avenir énergétique, exercer un nouveau contrôle citoyen, se redonner des espaces d'autonomie et d'expérimentation, reconstruire de véritables services publics et système de péréquation nationale, voire internationale etc. Les pistes sont nombreuses. Mais elles posent des questions redoutables. Quel équilibre entre régulations nationales et décentralisation ? Qu'est-ce qu'une politique énergétique de service public qui ne dépossède pas les populations ? Comment s'assurer qu'elles contribuent à une véritable transition écologique, qui

assurent une redistribution des richesses tout en permettant de sortir des multiples crises actuelles ?

Maxime Combes, Membre d'Attac France, de l'Aitec et engagé dans le projet Echos des Alternatives (
www.alter-echos.org)

A contribué à *La nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte*, en librairie.